

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 22 juin 2015

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Tendances du signalement des incidents de victimisation criminelle à la police, 1999 à 2009	2
Investissement dans la construction de logements neufs, avril 2015	4
Étude : La productivité de l'industrie dans le secteur de la fabrication : le rôle de la délocalisation, 2002 à 2006	6
Secteur de la location de biens de consommation, 2013	8
Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, 2012	9
Statistiques de finances publiques, premier trimestre de 2015	10

Nouveaux produits et études



Communiqués

Tendances du signalement des incidents de victimisation criminelle à la police, 1999 à 2009

Selon les données de l'Enquête sociale générale (ESG) de 2009 sur la victimisation, l'introduction par effraction et le vol de véhicules à moteur ou de leurs pièces affichaient généralement les taux les plus élevés de signalement des incidents de victimisation criminelle à la police, alors que les incidents de violence conjugale et d'agression sexuelle étaient rarement signalés.

Environ un incident autodéclaré de victimisation sur trois a été signalé à la police en 2009. L'introduction par effraction (54 %) et le vol de véhicules à moteur ou de leurs pièces (50 %) affichaient les taux les plus élevés de signalement à la police. Lorsque l'on tient compte uniquement des vols réussis de véhicules à moteur, c'est-à-dire en excluant les tentatives de vol et les vols de pièces de véhicules à moteur, la proportion d'incidents signalés à la police atteint 90 %.

En revanche, les agressions sexuelles commises par une personne autre que le conjoint étaient rarement portées à l'attention de la police, ce qui en fait l'infraction ayant le niveau de sous-déclaration le plus élevé. Près de 90 % des agressions sexuelles commises par un agresseur autre que le conjoint n'ont jamais été signalées à la police. La sous-déclaration était la plus prononcée pour ce qui est des attouchements sexuels non désirés, 93 % de ces incidents n'ayant pas été signalés à la police.

Les résultats de l'ESG sur la victimisation de 1999, de 2004 et de 2009 illustrent la variation des taux de signalement à la police au fil du temps. Par exemple, alors que les taux de signalement à la police des incidents de victimisation sans violence et de violence conjugale ont diminué entre 1999 et 2009, le taux de signalement des incidents de violence commis par une personne autre que le conjoint est demeuré stable.

Quelques-uns des crimes les plus souvent signalés ont enregistré certains des plus importants reculs du taux de signalement à la police au cours de cette période de 10 ans. Ainsi, le taux de signalement a diminué de 8 points de pourcentage pour les introductions par effraction et de 10 points de pourcentage pour le vol de véhicules à moteur ou de leurs pièces.

Un autre type de victimisation criminelle affichant un taux de signalement à la baisse était la violence conjugale, dont le signalement a diminué pour passer de 27 % en 2004 à 22 % en 2009. Le taux de signalement à la police était plus élevé pour les formes les plus graves de violence conjugale en 2009, près de la moitié de ces incidents ayant été signalés à la police. Plus particulièrement, 49 % des victimes de violence conjugale qui ont été agressées sexuellement et 55 % de celles qui ont été battues, étranglées ou agressées au moyen d'une arme ont signalé l'incident à la police. Il convient de noter que les formes les plus graves de violence conjugale ont diminué entre 1999 et 2009, le taux de victimes de violence conjugale étant passé de 19 % à 15 % au cours de la période de 10 ans.

Selon les données de l'ESG de 2009, en ce qui concerne les formes de victimisation sans violence, les pertes financières importantes étaient associées à des taux de signalement plus élevés. En 2009, environ 7 incidents contre les ménages sur 10 qui correspondaient à une perte financière d'au moins 1 000 \$ ont été signalés à la police. À titre de comparaison, 27 % des incidents ayant donné lieu à une perte financière de moins de 500 \$ ont été signalés à la police.

Dans l'ensemble, les taux de signalement des crimes contre les ménages, tels que l'introduction par effraction, le vol de véhicules à moteur ou de leurs pièces et le vol de biens du ménage, ont diminué depuis 1999. Entre 1999 et 2009, la probabilité de signalement des incidents contre les ménages ayant entraîné une perte financière importante de 1 000 \$ ou plus a diminué pour passer de 84 % à 68 %, et le nombre d'incidents ayant abouti à une perte de 1 000 \$ ou plus a affiché un recul, passant de 22 % à 16 %.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 4504.

L'article de *Juristat* intitulé « [Tendances du signalement des incidents de victimisation criminelle à la police, de 1999 à 2009](#) » ([85-002-X](#)) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*, choisissez *Tous les sujets*, ensuite *Crime et justice*, puis *Juristat*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Investissement dans la construction de logements neufs, avril 2015

L'investissement dans la construction de logements neufs a crû de 2,3 % pour s'établir à 3,9 milliards de dollars en avril comparativement au même mois en 2014.

La hausse de l'investissement dans la construction d'immeubles d'appartements et d'appartements en copropriété est à l'origine de la majeure partie de l'accroissement enregistré à l'échelle nationale, les dépenses ayant augmenté de 7,9 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars.

Les dépenses plus élevées dans la construction de maisons en rangée, lesquelles ont crû de 5,9 % pour se chiffrer à 383 millions de dollars, et de maisons jumelées, lesquelles ont progressé de 3,2 % pour atteindre 229 millions de dollars, ont également contribué à la hausse.

Les logements unifamiliaux ont été la seule composante à enregistrer une baisse dans les dépenses en construction, celles-ci ayant diminué de 1,8 % pour se fixer à 2,0 milliards de dollars.

Des baisses d'une année à l'autre ont été notées dans quatre provinces, la Colombie-Britannique arrivant en tête, suivie de l'Ontario, de l'Alberta et de la Nouvelle-Écosse.

En Colombie-Britannique, l'investissement total dans la construction d'immeubles résidentiels neufs a connu une hausse de 18,2 % pour atteindre 739 millions de dollars. En Ontario, l'investissement a crû de 7,0 % pour se chiffrer à 1,3 milliard de dollars, tandis qu'en Alberta, les dépenses se sont accrues de 8,3 % pour se chiffrer à 1,0 milliard de dollars. En Nouvelle-Écosse, les dépenses ont augmenté de 9,6 % pour s'établir à 47 millions de dollars.

En revanche, le Québec a enregistré la diminution la plus marquée, suivie de la Saskatchewan et du Manitoba.

Au Québec, les dépenses totales ont affiché une baisse de 19,8 % pour se fixer à 527 millions de dollars. Les dépenses plus faibles en construction de logements unifamiliaux sont à l'origine de la majeure partie de la baisse, celles-ci ayant diminué de 34,6 % pour se fixer à 173 millions de dollars.

En Saskatchewan, l'investissement total a reculé de 20,1 % pour s'établir à 116 millions de dollars. Au Manitoba, les dépenses totales ont diminué de 14,1 % pour atteindre 105 millions de dollars.

Note aux lecteurs

Les données sur l'investissement dans la construction de logements neufs (y compris les logements unifamiliaux, les maisons jumelées, les maisons en rangée, les appartements et les logements en copropriété) ne sont pas désaisonnalisées et les comparaisons dans le présent communiqué sont faites entre avril 2014 et avril 2015.

Les données dans CANSIM sont disponibles aux niveaux national et provincial, et sont exprimées en dollars courants et en dollars constants (année de base 2007).

Sauf avis contraire, les faits saillants font référence aux dollars courants et sont classés en fonction des variations en dollars plutôt que des variations en pourcentage.

Les estimations de l'investissement dans la construction de logements neufs sont révisées périodiquement lorsque les données sur l'investissement résidentiel trimestriel sont publiées.

Données offertes dans CANSIM : tableau [026-0017](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5155](#).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mariane Bien-Aimé au 613-951-7520 (mariane.bien-aime@statcan.gc.ca), Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Étude : La productivité de l'industrie dans le secteur de la fabrication : le rôle de la délocalisation, 2002 à 2006

Les entreprises de fabrication qui ont eu recours à la délocalisation, c'est-à-dire à l'approvisionnement à l'étranger pour certains de leurs intrants intermédiaires, ont affiché une productivité du travail plus grande que celles qui n'y ont pas eu recours. En moyenne, la productivité du travail d'une entreprise ayant délocalisé une partie de ses intrants intermédiaires dépassait de 6,8 % celle d'une entreprise semblable qui n'avait pas eu recours à la délocalisation pour une partie de ses intrants intermédiaires.

Un document publié aujourd'hui, « [La productivité de l'industrie dans le secteur de la fabrication : le rôle de la délocalisation](#) », explore la relation qui existe entre la délocalisation et la productivité d'une entreprise au Canada, pour la période de 2002 à 2006.

Dans cette étude, la délocalisation désigne les biens importés directement par les fabricants, y compris les opérations transfrontalières intra-entreprises et inter-entreprises. Les biens importés par des intermédiaires, ainsi que les services, sont exclus en raison des limites des données.

La délocalisation peut accroître la productivité en permettant aux entreprises de se concentrer sur leurs activités de base, en facilitant l'adoption de technologies plus avancées, par suite d'une plus grande exposition aux pratiques exemplaires au niveau international, et en assurant une meilleure concordance entre les intrants de l'entreprise et ses extrants.

En outre, les entreprises à plus forte intensité de délocalisation (le pourcentage des intrants intermédiaires directement importés) étaient caractérisées par une plus grande productivité du travail, et plus particulièrement lorsque la délocalisation visait des marchés non américains. Une analyse multivariée a confirmé que ces résultats demeuraient valables, même lorsque l'on tenait compte des caractéristiques de l'entreprise, comme l'industrie, la nationalité des propriétaires, le statut d'exportateur et le fait d'être une entreprise comptant des établissements multiples. Des tests statistiques révèlent que des augmentations de l'intensité de la délocalisation mènent aussi à des niveaux plus élevés de productivité future.

Note aux lecteurs

Ce document utilise une base de microdonnées qui couple des données de l'Enquête annuelle des manufactures à celles du Registre des importateurs. Les recherches futures seront axées sur le prolongement de la période de l'étude et la prise en compte de secteurs autres que la fabrication.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2103.

Le document de recherche « [La productivité de l'industrie dans le secteur de la fabrication : le rôle de la délocalisation](#) », qui fait partie de la *Série de documents de recherche sur l'analyse économique (11F0027M)*, est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Des études similaires sont accessibles dans le module [Mise à jour sur l'analyse économique](#) de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lydia Couture au 613-951-5394 (lydia.couture@statcan.gc.ca), Division de l'analyse économique.

Secteur de la location de biens de consommation, 2013

Les revenus d'exploitation de l'industrie de location de biens de consommation et des centres de location d'articles divers ont atteint 2,5 milliards de dollars en 2013. Les dépenses d'exploitation de l'industrie se sont chiffrées à 2,1 milliards de dollars, ce qui a porté la marge bénéficiaire d'exploitation à 15,2 %.

Les salaires, traitements, commissions et avantages sociaux ont atteint 638,8 millions de dollars et ont représenté 29,9 % des dépenses d'exploitation. Les autres principaux postes des dépenses d'exploitation étaient l'amortissement et la dépréciation (19,5 %) et le coût des biens vendus (16,6 %).

Les ventes aux particuliers et aux ménages ont constitué 68,8 % du total des ventes en 2013, tandis que les ventes aux entreprises ont représenté 25,9 %. Le reste des ventes a été réalisé auprès des administrations publiques, des organismes sans but lucratif et des clients à l'extérieur du Canada (5,3 %).

Note aux lecteurs

Des changements méthodologiques ont été apportés à l'Enquête annuelle sur les industries de services : location de biens de consommation. Les utilisateurs doivent donc faire preuve de prudence lorsqu'ils comparent les données de 2013 avec des ensembles de données d'années antérieures. Pour obtenir plus de renseignements sur les changements méthodologiques, consultez le document [Programme intégré de la statistique des entreprises](#) disponible dans la rubrique À la base des données de notre site Web.

À compter de la présente diffusion, les données sont basées sur la version 2012 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

La publication Location de biens de consommation (63-239-X) n'est plus disponible. Les données de l'Enquête annuelle sur les industries de services : location de biens de consommation seront désormais diffusées dans CANSIM.

À compter de la présente diffusion, les tableaux CANSIM 352-0025 à 352-0027 remplacent les tableaux CANSIM 352-0010, 352-0013 et 352-0014, qui sont maintenant terminés.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [352-0025 à 352-0027](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2434](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, 2012

Les données du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) de 2012 sont maintenant accessibles dans CANSIM. Le PEICA fournit des mesures comparables à l'échelle internationale qui portent sur trois compétences essentielles au traitement de l'information : la littératie, la numératie et la résolution de problèmes dans des environnements technologiques.

Les tableaux de données fournissent des renseignements sur les compétences de la population âgée de 16 à 65 ans de l'ensemble du Canada, de même que des provinces et des territoires.

En outre, des données sont offertes sur un certain nombre de caractéristiques sociodémographiques (par exemple l'âge, le sexe, le niveau de scolarité) et sur les compétences en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements technologiques des populations autochtones, des immigrants ainsi que des communautés minoritaires de langue officielle.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur les données du PEICA dans le communiqué du *Quotidien* du 8 octobre 2013.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [477-0079](#) à [477-0088](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [4406](#).

Le rapport « [Les compétences au Canada : Premiers résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes \(PEICA\)](#) » de 2012 ([89-555-X](#)) est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Des tableaux supplémentaires sont disponibles sur le site Web du [Conseil des ministres de l'Éducation \(Canada\)](#).

Un fichier international de microdonnées à grande diffusion, qui comprend les données de tous les pays participants au Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, est offert (en anglais seulement) sur le site Web de l'[Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\)](#).

Le [rapport international](#) publié par l'OCDE est aussi offert sur le site Web de l'OCDE.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Statistiques de finances publiques, premier trimestre de 2015

Les données trimestrielles des statistiques de finances publiques (SFP), un système qui présente des statistiques financières utilisant la norme internationale des SFP élaborée par le Fonds monétaire international, sont maintenant disponibles. Cette norme permet une analyse et un regroupement cohérents entre les pays.

Les données trimestrielles des SFP sont offertes dans CANSIM pour l'ensemble des administrations publiques du Canada et pour quatre secteurs à partir de 1991 jusqu'au premier trimestre de 2015. Ces secteurs sont l'administration publique fédérale, les administrations publiques provinciales et territoriales, les administrations locales ainsi que les administrations de sécurité sociale (le Régime de pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec).

Note aux lecteurs

Actuellement, les données trimestrielles des statistiques de finances publiques (SFP) sont obtenues en transposant les données du Système des comptes nationaux du Canada aux normes et conventions des SFP.

Données offertes dans CANSIM : tableau [385-0032](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5174](#).

De l'information supplémentaire est également offerte dans la publication *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* ([13-605-X](#)), laquelle est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Commerce de détail, avril 2015, vol. 87, n° 4
Numéro au catalogue [63-005-X](#) (HTML | PDF)

Juristat, vol. 35, n° 1
Numéro au catalogue [85-002-X](#) (HTML | PDF)

Nouvelles études

Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE) : « La productivité de l'industrie dans le secteur de la fabrication : le rôle de la délocalisation », n° 98
Numéro au catalogue [11F0027M2015098](#) (HTML | PDF)

Tendances du signalement des incidents de victimisation criminelle à la police, de 1999 à 2009
Juristat



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2015. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>